

Linus Eriksonas, Leos Müller (Hg.), Statehood Before and Beyond Ethnicity. Minor States in Northern and Eastern Europe, 1600–2000, Bruxelles, Berne, Berlin et al. (Peter Lang) 2006, 388 p. (Europe plurielles – Multiple Europes, 33), ISBN 90-5201-291-1, CHF 78,00.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Claude Michaud, Orléans

Les drames vécus par les populations des États nés du démembrement des grands empires des XIX^e et XX^e siècles, Autriche-Hongrie, Empire ottoman, plus récemment URSS, l'éclatement de la Yougoslavie et les horreurs de la purification ethnique incitent les historiens à réfléchir à nouveau sur les notions d'ethnie, ethnicité, nation, État, sentiment national, patriotisme, nationalisme, en étant très attentifs aux nuances du vocabulaire et aux délicats problèmes de traduction, en évitant l'anachronisme de projeter dans le passé la norme contemporaine de l'État-nation, en se gardant de toute instrumentalisation politique dont trop d'historiens ont été les victimes consentantes. Les participants au colloque de juin 2003 du Södertörn University College de Stockholm devaient inscrire leur communication à l'intérieur d'un protocole élaboré par Miroslav Hroch: comment différencier l'État de l'identité nationale (*statehood vs nationhood*), quelles sont les vertus civiques liant une communauté politique, comment s'articule la souveraineté nationale avec la loi naturelle, quels groupes sociaux ou ethniques sont-ils impliqués dans le processus de l'État national, quelles sont les relations entre les mythes fondateurs d'un peuple et l'idéologie d'État, quels événements nationaux sont-ils identifiés avec l'État ou la nationalité, comment la légitimité du pouvoir politique est-elle consolidée ou fondée par l'historiographie nationale, quelles sont les principales motivations politiques derrière l'exigence d'un État national, comment un petit État est-il formaté par ses liens avec un voisin dominant, enfin comment le destin de l'État national est-il idéologiquement expliqué à la population? Les 17 réponses ne répondent pas à toutes ces interrogations, mais dans l'ensemble s'inscrivent dans le cadre imposé. Elles se répartissent en deux grandes parties, origines et traditions de l'État, sans que la distinction soit toujours claire.

La première partie est introduite par Eric Kaufmann. Il souligne que les traditions étatiques ne sont pas étrangères à l'ethnicité dominante, mais contribuent à la constituer. Elles sont malléables et les nationalistes comme les libéraux les utilisent comme ils utilisent l'histoire, la géographie ou la langue. De ce point de vue, il est trop abrupt de distinguer un Occident démocratique peuplé de citoyens abstraits nourris d'un sentiment national civique hérité des Lumières et une Europe centrale et orientale au nationalisme ethnique de groupe, traduit dans une langue et une culture. Les États-Unis s'enorgueillissent d'un sentiment national civique et non ethnique, mais les WASP (White Anglo-Saxons Protestants), 25% de la population, détiennent le pouvoir et continuent de voir dans l'histoire des USA la continuation de leur propre histoire. L'intégration des Noirs et des immigrants n'alla et ne va pas de soi. Les traditions fondatrices de la France moderne nées de la Révolution ne préservent pas du recours à l'ethnicité: Celtes, Gaulois, Francs, Clovis, Charles Martel furent et sont brandis par les anti-dreyfusards, l'Action

Française, le poujadisme ou le Front national. Dans la Suisse trilingue, l'idée ethnogénétique d'un *homo alpinus* cohabite avec le légendaire du serment du Rütli et la saga de Guillaume Tell, associée à la seule ethnie allemande. Et il fallut détacher de Berne les francophones du Jura. Comment promouvoir un nationalisme civique et inclusif, basé sur la culture et l'histoire et non sur l'ethnicité, où indigènes et immigrants exprimeraient leur identité sans exercer de domination?

Les États de la première modernité connurent-ils l'ethnisme? Mark L. Thompson montre que chez Jean Bodin, l'État n'est défini ni par l'ethnie, ni par la coutume, ni par la religion; la relation primaire est l'obéissance au roi. Et de même que le navire réparé conserve son nom, le peuple peut changer tous ses membres tout en demeurant le même peuple. Cela dit, Bodin exalte la France, l'ancienneté de la lignée de ses rois, les vertus de son gouvernement et de ses habitants, il n'est pas un moderne nationaliste mais un patriote. Les exilés tchèques après la défaite de la Montagne Blanche en 1620 (Vladimir Urbánek), l'utraqviste Stránský et les frères de l'Unité Ondřej Habervešl de Habernfeld et Comenius, proclament l'inaliénabilité du droit d'un peuple libre par nature d'élire son roi et des droits de la Diète. Comenius pose quatre critères pour l'existence de la nation: une origine commune, un territoire, une langue et la recherche du bien commun. Le peuple de Bohême et de Moravie est le peuple élu, puni, comme celui d'Israël, à cause de ses vices, vraie cause de la défaite militaire, puis après 1648, peuple martyr. L'ennemi, ce sont les catholiques et surtout les jésuites, opinion partagée aussi par les protestants allemands bohêmes et moraves. L'identité écossaise au Moyen âge et à la période moderne (Alan R. Mac Donald) n'est pas du tout ethnique. On est Écossais quand on est sujet du roi et des lois et quand on défend le pays contre l'Angleterre. L'Église presbytérienne écossaise, église nationale très organisée, fut un remarquable instrument pour renforcer la nation et promouvoir l'idée de souveraineté du peuple élu. Le détronement de Marie Stuart, l'absence du roi à partir de 1603 mirent fin à l'identification du roi et de la nation. Le Covenant de 1638, signé peut-être par la moitié des adultes, réalisa l'union de la nation élue contre Charles 1^{er} dont les partisans furent qualifiés de traître à la nation. Mais l'introduction en 1709 de la loi anglaise sur la trahison, qui permettait de poursuivre les jacobites, ne faisait aucune référence à la souveraineté du peuple; il fallait reconnaître un souverain qui n'avait pas prêté le serment du couronnement écossais; ce fut le terme d'une longue tradition constitutionnelle. Johan Holm et Anna Maria Forssberg s'attachent à démontrer qu'une forme moderne de nationalisme exista en Suède dès le XVII^e siècle et si elle fut la création d'une élite dominante, elle ne s'enracina pas moins dans le peuple. Elle eut comme cause essentielle la lutte de la Suède pour son indépendance puis pour sa réputation, contre le Danemark dès Gustave 1^{er} Eriksson, contre l'Empereur catholique sous Gustave Adolphe, contre la Pologne et la Russie sous ses successeurs. La propagande royale, puissamment secondée par la chaire luthérienne, sous contrôle de l'État, persuada le peuple que la guerre était l'affaire de tous, nobles comme paysans, et qu'il fallait accorder les subsides. Si le roi ne faisait pas la guerre au-dehors, les ennemis fouleraient bientôt le sol suédois, comme ce fut le cas durant la guerre de Scanie (1675). La guerre des mots doubla celle des armes. Les victoires furent des victoires nationales. L'équation s'établit entre nation, peuple et État. L'identité nationale n'était pas toujours aussi facile à définir. La Transylvanie

(Gábor Kármán) prise en étau entre le Habsbourg et le Turc avait son existence garantie par de bons rapports à la fois avec Vienne et Constantinople et sa justification dans la défense des droits de la noblesse hongroise. Cette ambiguïté est illustrée par les conceptions de trois princes du XVII^e siècle, Bocskai, Gábor Bethlen et Miklós Bethlen. Cette première séquence se clôt par la contribution un peu décalée de Matt Schumann qui montre qu'entre les traités de Westphalie et le XIX^e siècle, la guerre des grandes puissances (Angleterre, Prusse, France) ne pouvant plus être justifiée par la religion et pas encore par l'exigence nationale, la raison d'État tint lieu d'argument principal.

La seconde partie consacrée aux traditions nationales s'ouvre par l'instrumentalisation de l'épisode fameux des ligues lombardes du XII^e siècle et de la victoire de Legnano (1176) sur Frédéric Barberousse (Asker Pelgram). Les œuvres historiques depuis la chronique de Galvano Fiamma au XIV^e siècle jusqu'à l'« Histoire des Républiques italiennes » de Sismondi et les « Fasti di Milano », les tableaux, les sculptures, la musique dont l'opéra de Verdi « La Battaglia di Legnano » firent d'un mythe milanais un mythe national dont les traces se retrouvent dans la Ligue du Nord d'Umberto Bossi. Dans la Pologne partagée et les sociétés d'émigrés (Johannes Remy), la tradition exalta la Pologne dans ses frontières d'avant 1772 et la souveraineté du peuple inscrite dans la constitution de mai 1791. À partir de 1848 se posa le problème du statut national des Ukrainiens et la reconnaissance d'une multi-ethnicité à trois (Polonais, Lithuaniens, Ukrainiens). Dans la monarchie des Habsbourg (Jonathan Kwan), le concept de *Gesamtösterreich* hérité du josphisme se heurta au sentiment national tchèque exalté par Palacký, Kramář et Masaryk: à la thèse à relents raciaux selon laquelle les Allemands de Bohême auraient apporté au pays la civilisation urbaine et aux paysans la liberté, ils opposaient l'épisode du hussitisme et la tradition humaniste du peuple tchèque. L'œuvre de Palacký n'eut pas son équivalent médiatique du côté autrichien. L'irrédentisme balkanique est illustré par les exemples de la Grèce et de la Roumanie (Marius Turda), deux cas où la nation déborde un État du XIX^e siècle aux frontières artificielles; il s'appuie sur la théorie des frontières naturelles et la continuité historique. L'école transylvaine du XVIII^e siècle mit en avant la fameuse thèse de la continuité daco-roumaine, reprise par Iorga, argument pour revendiquer la Transylvanie, « habitat ethnographique de notre nation ». En Macédoine, le concept de grécité se heurta aux revendications de la Bulgarie, car il y avait là des groupes de langue slave. La grécité impliquait l'orthodoxie, héritage byzantin, et la recontextualisation du *rum-millet*, les chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman. Inversement comment traiter les minorités musulmanes à l'intérieur de l'État grec, les Pomaks (Effi Gazi)? La Serbie illustre les difficultés dramatiques pour passer d'une nation ethnique à une citoyenneté multiculturelle (Miodrag A. Jovanović). Jusqu'en 1913, la Serbie était une nation ethnique à 98% orthodoxe, nourrie de son passé médiéval, du souvenir de la bataille de Kosovo Polje, de son écriture cyrillique. Elle devint ensuite multi-ethnique à l'intérieur d'un État yougoslave qui l'était aussi. La constitution de 1990 définissait la Serbie comme "un État de la nation serbe et de toutes les minorités y vivant" (Celle adoptée le 29 octobre 2006 affirme la souveraineté sur le Kosovo peuplé à 90% par des Albanais). La Belgique est bi-ethnique, Flamands germains et Wallons celtes (Marnix Beyen), mais au XIX^e siècle, cela ne nuisit d'abord pas à la force d'une nation belge fière de son combat pour la liberté contre la Bourgogne,

l'Espagne, l'Autriche, la France, la Hollande, fière aussi de son économie. Le grand historien Pirenne sacralisa la bi-ethnicité en en faisant une gloire, un exemple pour l'Europe. L'actuel mouvement flamand confisque à son profit le combat séculaire pour la liberté et fait de l'État belge un oppresseur; en face, la Wallonie déclinante ne peut guère annexer la rhétorique de la vieille Belgique. La société des Pays-Bas (Johan Den Hertog) est caractérisée par le *verzuiling* (*pillarisation* en anglais): quatre groupes, les protestants, les catholiques, les libéraux, les socialistes sont les piliers sur lesquels repose l'édifice de l'État dont la fonction est de veiller à l'harmonie de ces différentes sphères qui ont leurs propres institutions gérant la société par le bas (écoles, syndicats, coopératives ...). Cela laisse peu de champ à une identité ethnique, perceptible néanmoins lors de crises (la guerre des Boers, les guerres mondiales). Pour terminer, Gabriella Elgenius évoque les fêtes nationales comme un des symboles, avec le drapeau et l'hymne national, de l'identité collective, avec les exemples de la France (mais lors de la Fête de la Fédération le 14 juillet 1790, on ne vint pas proclamer la nouvelle République, p. 367!), du Royaume-Uni (le *Remembrance Sunday* qui honore les morts de la Première guerre mondiale), la Norvège qui célèbre la constitution du 17 mai 1814, l'Allemagne enfin qui depuis 1990 a fait de la réunification du 3 octobre sa fête nationale.

Est-il besoin de dire l'extrême actualité des thèmes traités et les multiples résonnances qu'ils ont, non seulement dans les États mentionnés ici, mais partout dans le monde, aussi bien dans les jeunes États d'Afrique que dans un vieux pays comme la France, modèle de l'État-nation confronté aux dangers du communautarisme. Il est salutaire que les historiens introduisent l'épaisseur de l'histoire et la réflexion là où l'émotion de l'actualité laisse libre cours aux passions les plus funestes.